

REVENDECTIONS POLITIQUES SUR LA VOIE DE L'IMPASSE :

Il n'est jamais trop tard pour rectifier le tir

Page 4

VISITE DE MACRON EN CHINE:

Des accords à la pelle annoncés à Pékin

Page 6



Hebdomadaire Togolais d'information, d'analyse et de publicité

N°080 du 10 Janvier 2018

Réceptissé n°0477/04/02/14/HAAC

Prix : 250FCA



Le président français Emmanuel Macron et son homologue chinois Xi Jinping

DIALOGUE POLITIQUE AU TOGO :

La présence de la médiation divise ; le peuple dans l'expectative

Page 4



Salifou Atchadam Tikpi



Atcholi Aklesso



Brigitte Adjamagbo-Johnson



Jean-Pierre Fabre

ÉDUCATION / LES DISCUSSIONS DÉBUTENT DEMAIN :

LES SYNDICATS SOUHAITENT AU PLUS DEUX SEMAINES POUR LES ÉCHANGES

Page 5

DISCOURS DE VŒUX DU CHEF DE L'ÉTAT À LA NATION :

" Le choix du progrès, de la fraternité et de la cohésion permettra au Togo de

devenir une nation forte et prospère "



Faure Gnassingbé, Président de la République

Page 3

REMEDI, UN REMÈDE AUX SECTEURS EN PROIE À LA PAUVRETÉ :

Le Réseau des Médias Engagés pour le Développement Durable au Togo lance ses activités



Une vue de l'assistance lors du lancement

Baisse de la TVA

sur les produits de première nécessité

~~18%~~



10%

PRODUITS ET SERVICES

Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminaux mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable

Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes

NOUVEAUX TAUX DE LA TVA

0%

10%



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



A compter du
30 Novembre
vos transactions
TMoney vous
rapporte des
points!

COMPOSEZ
***145#**
ET FAITES VOS
TRANSACTIONS



**VISITEZ
VOTRE
SITE WEB**



www.republiquetogolaise.com

Application mobile : Togo officiel



La Rédaction de
l'hebdomadaire
LE DIALOGUE vous une
bonne et heureuse année 2018!

DISCOURS DE VŒUX DU CHEF DE L'ÉTAT À LA NATION : " Le choix du progrès, de la fraternité et de la cohésion permettra au Togo de devenir une nation forte et prospère "

Le 03 Janvier dernier, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a adressé un message de vœux à toute la nation togolaise. Un discours dans lequel il a abordé exprimé toute sa compassion à toutes les victimes des manifestations politiques et souhaité une prompte guérison aux blessés. Le souhait le plus ardent du président de la république pour cette année est de voir de grandes réalisations sur la voie de la construction de la destinée du Togo devenir une réalité. Le chef de l'Etat a aussi rappelé les réalisations faites par le gouvernement dans plusieurs secteurs au cours de l'année écoulée.

L'assainissement des finances publiques, la rationalisation des dépenses, l'amélioration des conditions de vie des citoyens, l'assistance des couches vulnérables par des mécanismes de soutien étaient entre autres, les efforts fournis par le gouvernement togolais.

Ne perdons pas également de vue l'accent particulier mis par le gouvernement dans la prise en charge des communautés à la base avec des résultats remarquables dans le secteur de la santé par l'introduction de la gestion contractualisée dans les secteurs pilotes d'Atakpamé et de Blitta.

Les avancées sont certes notables mais le chef de l'Etat a fait remarquer que, le contexte politique togolais " n'a pas été à la mesure de la profonde aspiration du peuple togolais à la concorde et à la paix ". C'est pourquoi, il a indiqué que, les réformes à opérer dans le sens de l'amélioration des cadres existants doivent être compatibles avec le maintien de la paix civile.

Le président de la république a rappelé que notre pays a fait le choix d'une démocratie. Ce qui suppose selon les termes de Faure Gnassingbé qu'il est nécessaire que les acteurs politiques se conforment aux règles démocratiques dans le respect des droits et libertés de tous les citoyens en faisant du vivre-ensemble une préoccupation majeure.

Cependant, il a souligné que, si la courtoisie et la fraternité



Faure Gnassingbé, Président de la République

nitité sont affectées par des attitudes, des comportements et des postures qui sont aux antipodes de nos valeurs, les " acteurs d'actes de violences, de destruction et de meurtres doivent être recherchés et soumis aux rigueurs de la loi afin de préserver notre société de ces menaces "

Fort de ce constat, le président Faure Gnassingbé rassure que, l'unique voie de sortie de crise reste le dialogue. " Le dialogue doit rester la voie privilégiée de résolution des désaccords entre les acteurs politiques " a-t-il insisté.

Faure Gnassingbé a également

souhaité que, les acteurs politiques dépassent les griefs et se mettent au même niveau de ce que le Togo mérite.

En ce qui concerne les réformes constitutionnelles et institutionnelles, le chef de l'Etat rappelle que celles-ci doivent se faire dans le respect des principes de l'Etat de droit et de la démocratie. Ainsi, Faure Gnassingbé rassure que l'initiative qu'il a prise en septembre 2017 en introduisant un avant-projet de loi sur la révision constitutionnelle qui prend compte de la limitation des mandats présidentiels et législatifs et le mode du scrutin

uninominal à deux tours s'inscrit dans cette même lignée. Dans ce contexte de démocratie, le président Faure Gnassingbé a insisté sur le fait qu'il revient au peuple, seul détenteur de la souveraineté de se prononcer dans le cadre d'une consultation référendaire.

Pour ce qui est des perspectives de 2018, il est à préciser que le Togo se trouve dans une année électorale. Le peuple togolais souverain sera appelé plusieurs fois aux urnes. Le chef de l'Etat a donc émis le vœu est de voir de nombreux talents, jeunes, femmes et hommes de qualité se mettre au service de leurs communautés dans le cadre des élections locales à venir.

Le chantier du développement va se poursuivre par des actions concrètes avec la lutte contre la pauvreté et la précarité. Le social sera pris en compte par le renforcement des institutions au service de tous les citoyens selon le souhait de Faure Gnassingbé.

Parlant de la jeunesse togolaise et la problématique de

l'emploi des jeunes, le chef de l'Etat est persuadé que les solutions pertinentes seront trouvées avec le renforcement de la qualité de la formation professionnelle. Dans cette même optique, l'éducation et la couverture assurance pour les deux millions d'élèves initialement prévue par le chef de l'Etat, deviendra une réalité cette année vu l'engagement du gouvernement.

Le numéro 1 Togolais a rassuré le peuple que le gouvernement continuera de soutenir la promotion de l'Etat de droit et des libertés individuelles et collectives. Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé espère de vives voix que le choix du progrès, de la fraternité et de la cohésion permettra au Togo de réaliser le rêve de devenir une nation forte et prospère.

En concluant, Faure Gnassingbé a rendu un hommage aux forces de défense et de sécurité pour leur mérite, en leur demandant de poursuivre avec discipline et sérieux, leur mission républicaine.

Le Dialogue

REVENDEICATIONS POLITIQUES SUR LA VOIE DE L'IMPASSE :

Il n'est jamais trop tard pour rectifier le tir

L'euphorie conduit parfois à des décisions hâtives et à la précipitation. C'est ce que l'on peut retenir de l'attitude de certains leaders de l'opposition décidés à ne jamais se défaire des habitudes du passé.

Certainement que les premières foules que la coalition des partis de l'opposition a pu drainer dans les rues ont poussé certains à la surenchère sans mesure. Jusqu'au 03 août où CAP 2015 dirigé par l'ANC a organisé seul sa dernière marche, le seul point de revendication était et demeurerait les réformes constitutionnelles et institutionnelles.

Une revendication qui peinait, jusqu'alors, à trouver satisfaction. Mais il a suffi que le PNP lance l'assaut du retour à la constitution de 1992 pour que, non seulement les autres partis de l'opposition laissent



Des membres de la Coalition des 14 partis politiques, lundi dernier à Lomé.

tomber la question des réformes, mais aussi, demandent le départ immédiat du président de la République. Le champion dans cette stratégie de la surenchère reste le même: Jean-Pierre Fabre.

Pour lui, la question des réformes est dépassée, c'est déjà trop tard, Faure doit déga-

ger. Toutes les tentatives d'amener le patron de l'ANC à la raison sont restées vaines. Il va plus tard maintenir la même position mais dans un autre discours: " Le retour à la constitution de 1992, son application immédiate avec les conséquences qui en découlent". Même lors des dernières manifestations de l'opposition du

30 décembre 2017, interrogé sur France 24, le chef de file de l'opposition togolaise disait: "Nous allons maintenir la pression de rue jusqu'à la chute du régime en place".

Des genres de discours en contradiction avec la volonté d'aller au dialogue.

Par ailleurs, l'opposition

Suite à la page 5

DIALOGUE POLITIQUE AU TOGO :

La présence de la médiation divise ; le peuple dans l'expectative

Le dialogue qui devrait démarrer incessamment pour la décrispation de la crise sociopolitique au Togo, commence par subir des attermoissements dus aux positions des acteurs politiques togolais.

Tout est mis en œuvre avec l'aval du pouvoir et de l'opposition qui ont convenu que l'unique voie pour sortir le pays de l'ornière demeure le dialogue. Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé dans son discours à la nation du 03 janvier dernier a réitéré sa volonté de voir les protagonistes de la crise se retrouver autour d'une table de discussion pour jeter les bases des réformes tant souhaitées. Le hic remarqué dans le démarrage de ce dialogue se trouve au niveau de certains points d'achoppement.

Depuis septembre 2017, le gouvernement togolais dans son rôle régalien avait pris l'initiativ



Atchadam Tikpi



Atcholi Aklesso



Jean-Pierre Fabre

ve de convier toute la classe politique à un dialogue en prenant des mesures d'apaisement.

Au nombre de ces décisions salutaires, on peut citer la libération de 42 personnes arrêtées et jugées suites aux manifestations politiques de l'opposition entachées de violences, la levée du contrôle judiciaire de Jean-Pierre Fabre dans le dossier des incendies des marchés de Lomé et de Kara, la libération des

motos saisies, la mise en liberté des imams de Sokodé et de Bafilo. Tout ceci concourt à préserver un environnement serein afin que les discussions puissent avoir lieu sans anicroche.

Dans ce contexte politique, une délégation de la coalition des 14 partis de l'opposition qui manifeste dans les rues a été reçu par le président Guinéen Alpha Condé à Paris dans le but de baliser le terrain à ce dialo-

gue. Le président Ghanéen, dans le même ordre d'idées avait envoyé des émissaires pour rencontrer l'opposition afin de faciliter la tenue de ces discussions.

Mais depuis quelques semaines, le dialogue tant voulu par les deux parties, a toutes les peines du monde de sortir la tête de l'eau. La pomme de discorde qui crée une déchirure entre pouvoir et opposition est la médiation étrangère. Le quiproquo est profond avec des postures qui ne facilitent pas le décollage de ces assises. Les points de vue divergent. Le pouvoir qui a déjà manifesté sa volonté d'aller discuter a tendu la main avec des mesures d'apaisement. Cependant dans le cas d'espèce de cette rencontre inter togolais, le pouvoir pense que, dans un dialogue entre acteurs politiques togolais, il n'est pas nécessaire de faire encore appel à une médiation étrangère. L'opposition de son côté estime que le pouvoir cherche à gagner du temps et en ce qui concerne ce dialogue, il faut la médiation étrangère. Du coup, chacun essaie de défendre sa position avec des arguments.

Dans ce même ordre d'idées, l'opposition a envoyé une délégation chez le président Ghanéen. Le compte rendu de cette rencontre selon Mme Adjamagbo-Johnson fait état de la présence d'une médiation pour faciliter les discussions.

En somme, l'opposition esti-

me que le président Ghanéen aurait donné son aval pour une médiation et que, le Bénin et le Burkina seront aux côtés du Ghana dans ce dialogue inter togolais. Comme on peut le remarquer, aucune lueur d'espoir ne se fait sentir pour le cadre, le chronogramme, les participants et la date de ce dialogue.

Aujourd'hui, nul ne peut prédire la date exacte du dialogue. Pendant ce temps, les manifestations de rue ne faiblissent pas et l'immense majorité des Togolais sont dans l'expectative.

La question qui vient à l'esprit des observateurs avisés de la scène politique togolais est de savoir si le Togo a besoin d'un médiateur étranger dans un dialogue entre Togolais ? Tout compte fait, c'est la division interne qui a pris une ascendance sur la tenue effective de ce dialogue.

Face à cette cacophonie et ces polémiques de mauvais goût, les Togolais dans leur grande majorité se demandent légitimement si les acteurs politiques au Togo ne sont-ils pas assez matures en politique pour régler cette crise en interne sans recourir à une médiation étrangère ? T

oujours est-il que le bout du tunnel n'est pas encore connu. Le peuple togolais qui est dans l'attente depuis des mois estime que ceux qui animent la scène politique au Togo ont le devoir de mettre de l'eau dans leur vin pour faire bouger les choses. Le statu quo ne profite à personne. L'économie du pays a pris un coup dur, les opérateurs économiques piaffent d'impatience.

Le peuple est désespéré avec le prolongement des manifestations politiques. Au demeurant, il est impérieux que les protagonistes s'accordent sur l'essentiel pour aller vite aux discussions dans l'intérêt supérieur de la nation.

KADI

L'OPPOSITION TOGOLAISE DANS UNE MAUVAISE POSTURE :

Brigitte Adjamagbo-Johnson utilise le peuple pour faire du chantage

Le discours du chef de l'Etat à la nation le 03 Janvier dernier continue de faire des vagues au sein de l'opinion et des leaders de l'opposition. Il nous en souvient que dans ce discours, Faure Gnassingbé a fait allusion au peuple, seul détenteur de la souveraineté et dans le respect de la loi fondamentale, ce peuple sera appeler à se prononcer dans le cadre d'une consultation référendaire.

Cette déclaration loin de faire l'assentiment de tous, a plutôt donné matière à polémique dans les rangs de l'opposition qui trouve que le référendum n'est pas approprié dans le contexte politique actuel. Les réactions n'ont pas cessé de fuser de partout.

Nombreux sont les leaders de l'opposition qui balaient du revers de la main cette disposition de la constitution qui stipule qu'en cas de blocage de vote d'un texte à l'assemblée nationale, il faut recourir au peuple pour trancher. Or dans le cas d'espèce, l'avant-projet de loi sur la révision constitu-



Mme Brigitte Adjamagbo-Johnson (Photo archives).

tionnelle introduit par le gouvernement en septembre dernier au parlement n'a pas reçu l'aval de tous les députés. La loi prévoit que si le quorum des 4/5 n'a pas été atteint pour le vote d'une loi à l'assemblée nationale, il faut faire recours au peuple pour se prononcer.

En légaliste, c'est ce que le chef de l'Etat a évoqué dans son discours. Mais l'opposition trouve que ce recours est tout à fait déplacé. Sur un ton de menace à peine voilé, Mme Brigitte Adjamagbo-Johnson pense que le président de la république fait fausse route en parlant de référendum.

Lors d'une sortie médiatique, la secrétaire de la CDPA estime que " si le régime croit

pouvoir s'obstiner sur son projet de référendum comme une épée de Damoclès pesant sur la tête de l'opposition, il trouvera un peuple en colère sur son chemin ". Pour le dialogue qui piétine jusqu'à présent, elle estime que le départ de Faure doit être inscrit à l'ordre du jour.

Face à ces propos incendiaires et belliqueux, il convient de faire remarquer que, Mme Adjamagbo, en tant que juriste maîtrise mal les bases de la démocratie togolaise. Il est donc de notoriété de rappeler à l'opposition que le référendum est prévu par la constitution si un projet de loi constitutionnel comme celui introduit en sep-

A suivre page 6

LeDIALOGUE
Hebdomadaire Togolais d'information, d'analyse et de publicité

Directrice de la Publication : Talata SIBABI Tél : 92 70 73 36

Rédacteur en chef :
POULI Pierre (91 96 04 53)

Imprimerie :
IMPRIMERIE RAD
GRAPHIC Sarl U.

Rédaction :
Kadi, POULI Pierre,
Appolinaire, Junior AGBÉ

Tirage :
1.500 exemplaires

ÉDUCATION/LES DISCUSSIONS DÉBUTENT DEMAIN : Les syndicats souhaitent au plus deux semaines pour les échanges

La journée de demain jeudi reste le moment crucial qui va déterminer la suite à réserver à la crise qui secoue le monde éducatif depuis l'année écoulée. La question du statut particulier et des primes à l'origine des grèves répétées en milieu scolaire depuis plus d'un an déjà. Presque les mêmes revendications font toujours l'objet des appels à la grève dans la nouvelle année scolaire en cours. Les tentatives du gouvernement à vouloir résoudre ces deux principales questions liées aux primes et au statut particulier de l'enseignement avant la dernière rentrée scolaire qui a eu lieu en octobre n'ont pas pu connaître de succès.

Après plusieurs rencontres entre les acteurs de la crise initiées par le conseil national de dialogue social (CNDS), notamment celle du 20 décembre dernier, le gouvernement a eu à promettre l'ouverture prochaine des discussions. Attendue en début des congés, cette rencontre destinée à débattre essentiellement de la question des primes et indem-



Selom Komi Klassou, Premier ministre



Atcha Atsu, Coordinateur de la CSET

nités débute demain jeudi, 11 janvier 2018. Un courrier du gouvernement a été adressé aux fédérations syndicales de l'éducation à cet effet la semaine dernière au moment où les syndicats, selon les indiscretions, se préparaient à déposer un mot d'ordre de grève pour exiger l'ouverture rapide des discussions.

En effet, dans le courrier en question, le gouvernement invite les fédérations syndicales de l'éducation et la CSET au lancement de l'ouverture des discussions. Mais ce qui inquiète les syndicats et les enseignants, c'est la durée que

vont prendre ces discussions. Est-ce plusieurs mois ou des années comme ce fut le cas avec le cadre permanent de concertation créé depuis 2012 sans résultat concret jusqu'à ce jour?

Ceci est la raison principale qui a poussé les Secrétaires Généraux des fédérations et le coordinateur de la CSET, d'après nos informations, à adresser une correspondance au gouvernement pour lui faire

part des propositions en ce qui concerne le calendrier du déroulement des discussions sans perdre beaucoup de temps. Deux semaines au plus serait le délai maximum proposé par les organisations syndicales pour trouver une solution durable à la question des primes qui constituent le principal point de revendication des signataires des mots d'ordre de grève.

Il appartient à présent au gouvernement d'apprécier la proposition des syndicats qui tiennent à ce qu'un accord soit vite trouvé en vue de la reprise des activités pédagogiques normales dans le secteur de l'éducation.

Théo

REVENDEICATIONS POLITIQUES SUR LA VOIE DE L'IMPASSE : Il n'est jamais trop tard pour rectifier le tir

Suite de la page 3

parlementaire n'a pas mieux trouvé à faire que de rejeter en bloc le projet de loi constitutionnelle du gouvernement qui concède le mode de scrutin à

deux tours et la limitation de mandats excluant la rétroactivité de la loi. Aujourd'hui, cette loi n'a pas pu passer à la majorité des 4/5 à l'assemblée nationale, le projet du référen-

dum a également connu un frein pour céder place au dialogue.

Malheureusement, le dialogue se heurte lui aussi à des incompréhensions et tout semble être bloqué. Que reste-t-il à faire?

À cette question, il y a deux possibilités si toutes les parties arrivent à s'entendre sur le minimum. Soit on trouve un terrain d'entente pour aller finalement au dialogue ou alors, on soumet le peuple à une consultation référendaire autour du genre de la constitution que veulent les Togolais.

Mais en toute honnêteté, la seule voie qui pourrait être bénéfique à toute la nation est celle du dialogue. C'est en cela que l'opposition a l'obligation de revoir sa copie. Le groupe des 14 éviterait la voie de l'impasse en acceptant l'invitation du gouvernement au dialogue même sans la médiation étrangère car le problème se passe d'abord entre Togolais. Les facilitateurs pourront intervenir après des difficultés au cours des discussions. Mais persister dans la position tranchée actuelle ne fera que conduire la contestation sur une voie sans issue.

Patrick TIG

La Rédaction

REMEDD, UN REMÈDE AUX SECTEURS EN PROIE À LA PAUVRETÉ : Le Réseau des Médias Engagés pour le Développement Durable au Togo lance ses activités

Le Togo est l'un des pays pilote choisi comme tel par le réseau des médias engagés pour le développement durable ReMEDD dans une vision d'aider les secteurs publics et privés à accomplir les 17 objectifs du développement durables ODD d'ici l'an 2030 en s'appuyant sur la communication de masse comme son bâton de pèlerin. Ainsi, le mardi dernier a connu le lancement officiel de ses activités à l'institut Agora Senghor devant un parterre de journalistes acquis à la cause.

La lutte contre la pauvreté au Togo vient de voir un autre front de bataille ouvert par le ReMEDD le réseau de medias engagé pour le développement durable, qui entend mettre un nouveau souffle et lutter considérablement contre ce fléau qu'est la pauvreté.



Une vue de l'assistance lors du lancement

En effet, le réseau se donne les moyens de lutter contre cette gangrène par une communication intensive pour corriger des comportements vis-à-vis des concitoyens pour redonner plus de chance à ces derniers de lutter efficacement contre la pauvreté au Togo. Pour ce faire, le réseau vise à combattre la pauvreté sous toutes ses formes. Le facteur famine sera réduit et endigué par une sécu-

risation alimentaire toutefois en passant par la promotion du secteur agricole par des campagnes qui iront dans ce sens.

En d'autre terme, hormis les secteurs précités, l'éducation, l'accès aux soins de santé de qualité, la question du genre bien entendu le conflit d'égalité entre l'homme et la femme, l'économie, la formation professionnelle, l'épineuse question de l'emploi, l'industrialisation

et même le changement climatique seront pris en compte. Le réseau part en guerre contre tous les agents susceptibles de rependre la pauvreté ou de promouvoir ce vice au sein des populations

Il se donne une date butoir d'ici jusqu'à l'horizon 2030 faisant du Togo un pays pilote de ses activités. Par ailleurs les études et enquêtes, les émissions télévisées ou radiophoniques, les séminaires, les ateliers de formation, les colloques, les articles de presses, seront les moyens et outils d'accompagnement dudit projet.

Pour mener à bien ses activités, une équipe dirigeante composée de huit membres est mise sur pied comme un écran de Veil au déroulement des missions assignées au ReMEDD.

COOPÉRATION SUD-SUD : LES DOUANES DES COMORES À L'ÉCOLE DE L'OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Une délégation de l'Administration douanière des Iles Comores séjourne à Lomé du 07 au 13 janvier 2018. Principalement, il s'agit pour elle, de s'inspirer de l'expérience de l'Office Togolais des Recettes (OTR), notamment dans la mise en œuvre des réformes de dernière génération à travers le logiciel Sydonia World.

Une prise de contact a eu lieu ce lundi 08 janvier en présence du Commissaire Général de l'OTR, Kodjo Adédzé, et du Chef de la

délégation comorienne, Moindji Mmadi. Les deux parties se sont réjouies de leur coopération et de cette visite qui n'est pas la première du genre. Une première délégation des administrations fiscale et douanière des Comores était à l'OTR en décembre 2016 pour échanger sur les réformes ayant abouti à la fusion des anciennes régies financières (douanes et impôt) en une administration unique.

Cette fois-ci, c'est la volonté des douanes comoriennes de migrer vers le Sydonia World, qui a moti-



Photo de famille

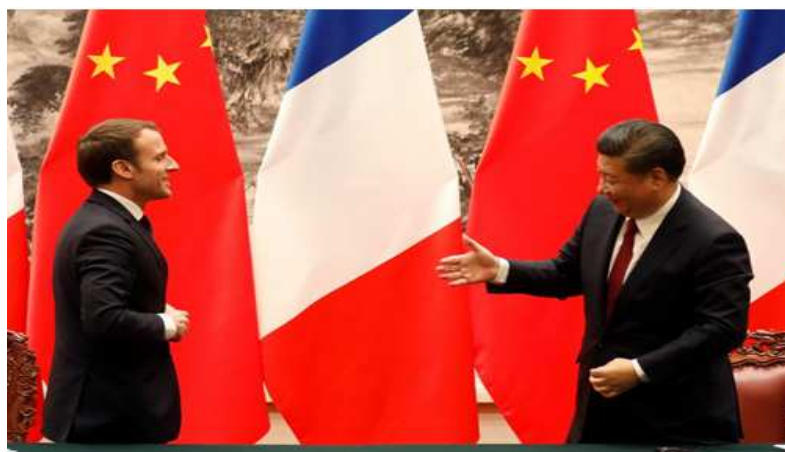
VISITE DE MACRON EN CHINE: Des accords à la pelle annoncés à Pékin

Le président français a poursuivi sa visite dans l'Empire du Milieu, ce mardi 9 janvier 2018. Cette deuxième journée était résolument tournée vers les dossiers économiques. Un accord prévoyant la construction par Areva d'un centre de retraitement de combustible nucléaire usagé en Chine a été signé. Airbus, de son côté, a signé un accord pour développer la coopération industrielle sur le site du groupe à Tianjin.

De bonnes nouvelles pour Emmanuel Macron, qui veut rééquilibrer les relations économiques avec la Chine: une série d'accords économiques et culturels ont été annoncés ce mardi 9 janvier lors de la visite du président à Pékin.

Un accord a été trouvé pour la création d'un Centre Pompidou à Shanghai. Le chef de l'Etat français a aussi annoncé la levée totale de l'embargo sur le bœuf français en Chine dans les six mois qui viennent, et semblait particulièrement satisfait de cette issue.

Airbus a signé un protocole d'accord pour augmenter sa



Le président français Emmanuel Macron et son homologue chinois Xi Jinping

production de monocouloirs en Chine, et Areva pourrait construire une usine de traitement de déchets nucléaires. Le contrat devrait être signé dans les mois qui viennent. Un mémorandum qui pourrait dépasser les 10 milliards d'euros.

Respect mutuel et pragmatisme

Le lancement de l'EPR de Taishan, tant attendu par les Français, a également été finalisé. MM. Macron et Xi se sont même offert une séquence un peu solennelle de dévoilement de plaque pour célébrer l'événement. Car il s'agira, lorsqu'il entrera en service, du premier EPR au monde.

Le moment est historique

pour Emmanuel Macron. D'autant que d'autres accords encore ont aussi été signés. Un conseil d'entreprise franco-chinois a été créé en grande pompe entre Xi Jinping et son homologue.

Le ton était cordial. Les deux hommes ont tous deux manifesté leur volonté de renforcer la coopération entre les deux pays, que le président chinois veut mener dans un esprit de respect mutuel et de consensus et qu'Emmanuel Macron veut placer sous le signe du pragmatisme.

Le chef de l'Etat s'est engagé à venir tous les ans en Chine et a lancé une invitation à Xi Jinping pour qu'il vienne en France.

Source : Rfi.fr

vé cette nouvelle visite de travail.

Le Sydonia World est un système plus souple permettant de dialoguer avec d'autres systèmes, tout en favorisant la dématérialisa-

tion des opérations. Des séances techniques permettront aux deux administrations d'échanger et de partager leurs expériences.

Source : republiquetogolaise.com

L'OPPOSITION TOGOLAISE DANS UNE MAUVAISE POSTURE :

Brigitte Adjamagbo-Johnson utilise le peuple pour faire du chantage

Suite de la page 4

tembre dernier n'a pas obtenu la majorité des 4/5.

Face à cette immaturité d'un leader de l'opposition à la trempe de Brigitte à respecter les règles qui régissent la république togolaise, il faut lui rafraîchir la mémoire en évoquant l'article 144 de la constitution togolaise qui dispose : " le président de la république peut soumettre au référendum tout projet de loi constitutionnel ". C'est ce qu'il a fait en septembre 2017 en envoyant un projet de loi à l'assemblée nationale que les députés de l'opposition ont refusé obstinément de voter. Or, dans ce projet de loi, les doléances de l'opposition ont été prises en compte. Il est aussi curieux de constater que les leaders de l'opposition surfent toujours sur le départ de Faure Gnassingbé dont le mandat est censé finir en 2020.

Au regard de cette obstination, on peut dire sans risque de se tromper que l'opposition en parlant de l'alternance démocratique veut purement et simplement chasser Faure Gnassingbé par la rue. Ce qui

leur serait difficile à nos yeux vu le contexte politique. La captation du pouvoir par la rue a échoué. Il faut savoir raison garder pour changer de stratégies qui puissent convaincre.

La seule voie pour une alternance dans une démocratie reste les urnes. Mais à l'allure où l'opposition tourne, c'est à croire qu'elle a peur d'affronter Faure Gnassingbé par les urnes. Le peuple n'est pas dupe et sait lire entre les lignes que, partout au monde, lorsque les forces démocratiques tentent de renverser le pouvoir par la rue, l'insurrection s'installe et le pays recule.

Les organisations sous régionales ont déjà inscrit cela dans les textes et il serait difficile, voire impossible à l'opposition d'arriver à cette fin. Le bon sens est la chose du monde la mieux partagée. Dans le cas d'espèce du Togo, pour sortir de cette crise, il faut privilégier la voie du dialogue et de la concertation. En somme, Mme Adjamagbo utilise le peuple pour faire du chantage.

Kadi

VISITEZ VOTRE SITE WEB

www.republiquetogolaise.com

Application mobile : Togo officiel

Available on the Google play App Store

MORT DE DEUX MILITAIRES À SOKODÉ :

Le ministre Gilbert Bawara accuse Antoine Folly et Jean Kissi de mettre en doute les faits

Deux militaires appartenant aux Forces armées togolaises ont-ils été tués dans la nuit du 16 au 17 octobre 2017 à Sokodé à la suite des heurts consécutifs à l'arrestation de l'Imam Djobo ? Pour le gouvernement togolais, aucun doute ne subsiste sur la survenance de ces faits et des hommages de la nation ont été rendus à ces soldats par le Président de la République quelques jours après ces événements.



Antoine Folly



Le ministre Gilbert Bawara



Jean Kissi

Mais tout ceci ne convainc pas l'opposition togolaise. Il s'agit de faits dont certains leaders politiques ne croient pas en l'existence. Antoine Folly de l'UDS Togo et Jean Kissi du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR), sont accusés par les autorités togolaises de mettre en doute ce "dramatique incident".

Gilbert Bawara, cadre du parti au pouvoir et ministre dans le gouvernement de Komi Sélom Klassou, fustige cette attitude dans un entretien avec

l'Agence de presse Afreepress. Il pointe précisément du doigt, les réactions d'Antoine Folly et Jean Kissi, tous deux membres de la coalition des 14 partis de l'opposition, qu'il accuse de mettre en doute ces meurtres en insinuant qu'il s'agit "d'allégations de militaires égorgés" et de "l'enterrement de supposés victimes".

"Ce n'est pas la première fois que des responsables de la coalition tiennent ce genre de propos. Il y a quelques semaines,

le sieur Koffi Yangname avait tenu des propos similaires", rappelle le ministre Gilbert BAWARA qui condamne ces déclarations et les qualifie "d'attitude particulièrement abjecte et indigne de la part des responsables politiques de ce niveau".

"On ne se moque pas ainsi de la mort d'êtres humains et on n'insulte pas de cette manière la douleur et l'affliction des familles endeuillées. Les deux militaires lynchés et décapités

ont des identités connues et parfaitement vérifiables, des corps d'appartenance au sein de nos forces de défense, et des familles qui ressentent encore beaucoup de peine et de douleur. Avant d'être des femmes et des hommes politiques, nous sommes des mères et des pères de famille, des frères et sœurs de la même communauté nationale", a-t-il tenu à dire.

Pour le ministre, toutes les victimes des manifestations, quelle qu'en soit la cause, méritent considération et compassion. Il estime que les débats politiques ne doivent pas tout excuser, surtout pas la "profanation des morts et des atteintes répétées à la dignité des familles endeuillées".

"J'encourage vivement Monsieur Jean Kissi et ses camarades à cesser avec des attaques répétées de ce genre. Cela rabaisse le débat politique et n'honore nullement la classe politique dans son ensemble", a-t-il lancé à l'endroit du Secrétaire national du CAR.

En ce qui concerne le dialogue et les discussions en préparation, le natif de Siou dans la préfecture de Doufelgou (450 Km au Nord de Lomé) a dit la "volonté d'apaisement et de décrispation" du gouverne-

ment et son "souci de concrétiser le dialogue". "Tout sera mis en œuvre pour conduire à son terme et faire aboutir le processus de réformes constitutionnelles et institutionnelles en cours. Les déclarations inutilement provocatrices et désobligeantes ne viendront pas de notre côté. Mais les comportements que nous dénonçons ne peuvent que renforcer la détermination de la justice à intensifier ses investigations afin d'identifier, poursuivre et punir fermement tous les auteurs, commanditaires et instigateurs des graves violences et exactions commises en s'abritant derrière les manifestations", a encore promis le ministre.

Pour le reste, Gilbert Bawara se refuse à tout commentaire concernant la conférence de presse de la coalition et les différentes déclarations des leaders politiques à l'occasion des vœux de fin d'année.

Le Chef de l'Etat a tracé une feuille de route claire et précise qui sera le fil conducteur de l'action gouvernementale de chaque jour. Les débats d'entre-soi n'apportent strictement rien au pays, a-t-il martelé.

Source : ©Afreepress

ZIMBABWE:

La légalité du doctorat de Grace Mugabe de nouveau mise en question

Au Zimbabwe, le nom de Grace Mugabe figure sur la liste des diplômés de 2014 de l'université. L'ex-Première dame a obtenu cette année-là un doctorat de philosophie. Ce fut alors la source d'une controverse et ce n'est pas fini puisque désormais, les autorités anticorruption du pays ont, elles aussi, des doutes.



Grace Mugabe pendant un rassemblement dans un stade d'Harare

Son doctorat de philosophie avait été remis en grande pompe à Grace Mugabe par le département de sociologie de l'Université du Zimbabwe. A l'époque, son époux, le président déchu Robert Mugabe, occupait justement le poste de chancelier de l'université. Et déjà à l'époque, cette remise de diplôme avait suscité la controverse. Certains étudiants étaient allés jusqu'à boycotter la fin de leurs examens pour contester l'octroi de ce doctorat.

Plusieurs critiques du régi-

me avaient notamment mis en doute le travail réalisé par Grace Mugabe avec ces deux arguments: tout d'abord, ils estiment que l'épouse de Robert Mugabe aurait obtenu ce doctorat seulement quelques mois après son inscription à l'université alors qu'un tel travail demande, généralement, plusieurs années de recherche et de rédaction. Et enfin, le document en question n'a jamais été rendu public. Il est pourtant de coutume, pour les universités publiques du

Zimbabwe, de publier les thèses de leurs doctorants, une fois achevées.

La Commission anticorruption va donc chercher à déterminer si Grace Mugabe a obtenu frauduleusement ou non son doctorat de philosophie. L'ancienne Première dame, connue pour ses goûts de luxe et ses coups de colère, n'a pas encore réagi à cette annonce. Elle ne s'est d'ailleurs pas manifestée publiquement depuis la chute de son mari, en novembre dernier.

Source : rfi.fr

2018

J'adresse à toutes les Togolaises et à tous les Togolais, vivant au Togo comme à l'étranger, ainsi qu'aux amis du Togo, mes vœux les meilleurs de santé, paix et bonheur.

J'ai une pensée compatissante pour tous ceux qui subissent quelque souffrance. Puisse le Très-Haut soulager leurs peines.

Heureuse année 2018! Dieu bénisse le Togo.

Fare E. Gnassingbe

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

jeuKD[©] T**MONEY**

**Utilisez TMoney
et Gagnez**
CHAQUE SEMAINE DE
SUPER CADEAUX

COMPOSEZ

***145#**

ET FAITES VOS
TRANSACTIONS



PLUS DE 830 LOTS À GAGNER...



LE LEADER

service client : 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015

